



Conseil économique et social

Distr. générale
31 janvier 2011
Français
Original: anglais
Anglais et français seulement

Commission économique pour l'Europe

Comité des transports intérieurs

Forum mondial de l'harmonisation des Règlements concernant les véhicules

Groupe de travail des dispositions générales de sécurité

100^e session

Genève, 11-15 avril 2011

Point 3 a) de l'ordre du jour provisoire

Règlement n° 107 (Véhicules des catégories M₂ et M₃) – Propositions relatives à de nouveaux amendements

Proposition d'amendements au Règlement n° 107 (Véhicules des catégories M₂ et M₃)

Note du secrétariat*

Le texte ci-après, établi par le secrétariat, vise à supprimer, dans le Règlement n° 107, les références au Règlement n° 66. Il est fondé sur les documents ECE/TRANS/WP.29/GRSG/2010/24 et ECE/TRANS/WP.29/GRSG/2009/12. Les modifications qu'il est proposé d'apporter au texte actuel du Règlement sont indiquées en caractères gras pour les ajouts et en caractères barrés pour les parties supprimées.

* Conformément au programme de travail du Comité des transports intérieurs pour la période 2010-2014 (ECE/TRANS/208, par. 106, ECE/TRANS/2010/8, activité 02.4), le Forum mondial a pour mission d'élaborer, d'harmoniser et de mettre à jour les Règlements en vue d'améliorer les caractéristiques fonctionnelles des véhicules. Le présent document est soumis en vertu de ce mandat.

I. Proposition

Annexe 1, Partie 1, Appendice 1, points 5.11 et 5.11.1, supprimer.

Annexe 1, Partie 1, Appendice 2, points 5.10 et 5.10.1, supprimer.

Annexe 1, Partie 1, Appendice 3, points 4 et 4.1, supprimer.

Annexe 1, Partie 2, Appendice 1, modèle d'addendum au certificat d'homologation de type, point 1.12, supprimer.

Annexe 1, Partie 2, Appendice 2, modèle d'addendum au certificat d'homologation de type, points 1.8 et 1.8.1, supprimer.

Annexe 1, Partie 2, Appendice 3, modèle d'addendum au certificat d'homologation de type, points 1.4 et 1.4.1, supprimer.

Annexe 3,

Paragraphe 7.3, modifier comme suit:

«7.3 Résistance de la superstructure. (réservé)».

Paragraphe 7.3.1, supprimer.

«7.3.1 Tous les véhicules à un seul étage des classes II et III doivent avoir une superstructure conforme aux prescriptions du Règlement n° 66.».

II. Justification

1. La présente proposition a été élaborée par le secrétariat comme suite à la demande formulée par le Groupe de travail des dispositions générales de sécurité (GRSG) à sa quatre-vingt-dix-neuvième session (voir le rapport ECE/TRANS/WP.29/GRSG/78, par. 7). Elle vise à supprimer, dans le Règlement n° 107, les références faites au Règlement n° 66 en ce qui concerne la résistance de la superstructure, puisque dans la pratique, cette question relève du Règlement n° 66 et non du Règlement n° 107.

2. Ces références soulèvent plusieurs questions pratiques et juridiques, à savoir que les champs d'application et les catégories relevant de l'un et l'autre Règlements sont différents et que les Parties contractantes aux deux Règlements peuvent aussi être différentes. En outre, le sens de la formulation «conforme aux prescriptions du Règlement n° 66» n'est pas clair: Une homologation de type est-elle nécessaire ou un procès-verbal d'essai suffit-il? Quelle est la version du Règlement n° 66 qui s'applique, etc.?

3. Le libellé actuel prête à penser qu'une Partie qui serait Partie contractante au Règlement n° 107, mais pas au Règlement n° 66, ne pourrait pas délivrer d'homologation de type en vertu du Règlement n° 107, car elle ne serait pas en mesure de délivrer une homologation en vertu du Règlement n° 66 (Une Partie contractante ne peut délivrer d'homologation que pour les règlements auxquels elle a adhéré). Auquel cas, pourquoi avoir deux Règlements différents?

4. Conformément à l'esprit de l'Accord de 1958, les Règlements CEE ne sont pas obligatoires; ils ne sont qu'une alternative à la législation nationale. Le libellé actuel est contraire à cet esprit. Les Parties contractantes peuvent toujours rendre obligatoire le Règlement CEE n° 66 pour l'homologation de type de l'ensemble du véhicule via leur législation nationale, mais l'Accord de 1958 ne leur impose pas de le faire.